TC1711-29

Nations Unies

Communiqué de presse

Département de l'information • Service des informations • New York

APRES-MIDI

AG/COL/35
7 août 1991

LE COMITE SPECIAL DE LA DECOLONISATION ENTEND HUIT PETITIONNAIRES SUR LA QUESTION DU TIMOR ORIENTAL

Le Comité spécial pour la décolonisation a entendu cet après-midi les pétitions des organisations suivantes sur la question du Timor oriental: East Timor Alert Network/Canada-Asia Working Group, Hobart East Timor Committee, Amnesty International, Asia Watch, Free East Timor Japan Coalition, International Platform of Jurists for support of East Timor's Right to self-determination, Australian Council for Overseas Aid, ainsi que d'un universitaire.

Plusieurs pétitionnaires ont mis l'accent sur les violations des droits de l'homme au Timor oriental et ont déploré les entraves posées à leurs activités par le Gouvernement indonésien.

Un pétitionnaire a proposé que le Comité demande l'interdiction des ventes d'armes à l'Indonésie.

Le Comité se réunira de nouveau demain jeudi 8 août à 10 heures.

(à suivre)

A l'intention des organes d'information—Document non officiel

M. JEFFREY RUDOLPH, au nom de l'East Timor Alert Network, a déclaré que le Canada a tort d'apporter son soutien diplomatique, économique et militaire à l'Indonésie. Depuis 1980, le Canada a voté contre les résolutions des Nations Unies demandant le retrait immédiat des troupes indonésiennes et le droit à l'autodétermination pour le Timor oriental. En 1975, au moment de l'invasion de ce pays par l'Indonésie, le Canada était déjà un investisseur important en Indonésie. Depuis 1987, le montant de l'aide bilatérale inconditionnelle du Canada à l'Indonésie s'est élevé à 350 millions de dollars.

Le pétitionnaire a affirmé que 300 compagnies canadiennes sont actives en Indonésie et que le Canada continue à autoriser la vente d'armes à ce pays. Les media et les milieux universitaires ne font rien pour dénoncer la situation qui prévaut au Timor oriental. La politique canadienne vis-à-vis de l'Indonésie montre bien que les intérêts économiques priment sur les droits de l'homme.

M. DOUGLAS MCGREGOR, au nom du Hobart East Timor Committee, a déclaré que le peuple timorais continue à vivre une réalité émaillée d'arrestations arbitraires, de détentions sans procès, de viols, de déplacements forcés, de disparitions. Au Timor oriental, les militaires indonésiens sont omniprésents, a-t-il souligné. Les Timorais, souvent sous la menace de la torture, doivent utiliser la langue indonésienne pour s'exprimer.

Le Conseil australien pour l'aide extérieure (Australian Council for Overseas Aid) organise actuellement une campagne en vue de rallier un soutien pour des pourparlers sur le Timor oriental, a poursuivi M. Rudolph. Cette initiative reçoit le soutien sans cesse croissant d'individus et de communautés. Nous espérons ainsi, a-t-il dit, pouvoir faire pression sur le gouvernement australien pour qu'il modifie sa politique actuelle, qui ne reflète pas la sympathie du peuple australien pour les Timorais.

M. McGregor a noté que les Gouvernements du Japon et de l'Australie n'ont toujours pas versé de réparations au Timor oriental pour les dommages de guerre infligés lors de la seconde guerre mondiale. Certains gouvernements, ceux de l'Australie, des Etats-Unis, du Japon, des pays de l'ANASE et de plusieurs pays musulmans, en apportant sans discernement leur soutien à l'occupation indonésienne du Timor oriental, font preuve d'imprévoyance.

M. McGregor a proposé que les Nations Unies et tout particulièrement le Comité spécial se chargent d'organiser des pourparlers entre les Timorais, les représentants du Portugal et de l'Indonésie en vue d'un règlement "juste et humain" de la question de l'occupation. Au nom du Hobart Committee, le pétitionnaire a proposé aussi que les activités du Comité spécial et des Nations Unies bénéficient de la diffusion la plus large possible afin que les Timorais n'aient pas l'impression que leurs droits ont été oubliés. Il a invité le Comité spécial à lancer un appel pour l'interdiction de toutes les ventes d'armes à l'Indonésie.

(à suivre)

M. GEOFFREY ROBINSON, au nom d'Amnesty International, a souligné que son organisation ne prend aucune position quant au statut politique du Timor oriental. Comme par le passé, Amnesty ne fait que présenter au Comité les préoccupations qui sont les siennes, car elle estime qu'il ne peut y avoir de discussion éclairée sur l'avenir politique du Timor oriental si la situation des droits de l'homme n'est pas comprise. Amnesty a déjà eu l'occasion de se féliciter de la volonté du Gouvernement indonésien de jouer un rôle plus actif au sein de la communauté internationale des droits de l'homme.

Nous notons que le Gouvernement a fait un pas dans la bonne direction en invitant le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture à se rendre en Indonésie vers la fin de l'année, a continué M. Robinson. Nous nous réjouissons également de la déclaration faite en février 1991 devant la Commission des droits de l'homme, et dans laquelle le gouvernement déclarait à propos du Timor oriental, que la promotion des droits de l'homme continue à être la préoccupation principale du Gouvernement d'Indonésie.

Amnesty International note toutefois avec regret qu'au cours de l'année dernière, de très graves violations ont continué à être enregistrées au Timor oriental. Amnesty est particulièrement préoccupée par les recours de plus en plus fréquents à la torture, aux mauvais traitements à l'encontre de prétendus opposants politiques, dont en fait beaucoup sont des prisonniers de conscience.

Amnesty reste préoccupée par la détention continue d'au moins neuf personnes, soupçonnées d'être des membres du FRETILIN (Frente Revolucionária de Timor Leste Independente). Ces personnes ont été condamnées à l'issue de procès qu'Amnesty considère inéquitables.

La majorité des détenus sont en fait des étudiants, des jeunes ayant participé à des manifestations, des fonctionnaires, des travailleurs et des fermiers, a déclaré M. Robinson. Le Gouvernement indonésien continue à nier les détentions ou les arrestations et réfute les accusasions relatives à des cas de détention de courte durée. Ainsi en février 1991, le Genéral Warouw a déclaré à des journalistes autraliens qu'il n'y avait pas de prisonniers en détention militaire pour raisons politiques. Amensty a pourtant des preuves qui contredisent cette déclaration et permettent d'affirmer que des centaines de militants politiques soupçonnés ont été détenus au cours des trois dernières années. L'explication officielle des autorités est que ces personnes ne sont pas détenues, mais "invitées pour interrogatoire".

Amnesty a également des raisons de penser que plusieurs centaines de personnes portées disparues depuis 1975 ont été tuées. Dans son rapport de janvier 1991, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a noté qu'un seul cas de disparition avait été élucidé.

(à suivre)

M. MICHAEL JENDRIZEJCZYK, au nom de Asia Watch, a fait remarquer que la situation des droits de l'homme au Timor oriental ne s'est pas améliorée depuis un an. Deux grandes vagues d'arrestations ont eu lieu en septembre et octobre 1990. Plusieurs étudiants ont été arrêtés, détenus et torturés. Les libertés d'expresison d'association et de rassemblement continuent d'être bafouées. L'armée indonésienne pratique une violation systématique des droits de l'homme non seulement au Timor oriental mais aussi à Java et à Sumatra.

M. Jendrizejczyk a déclaré qu'Asia Watch n'a pas recensé un seul soldat indonésien condamné pour avoir violé les droits de personnes poursuivies dans le cadre de la loi anti-subversion. Il a demandé au gouvernement indonésien de bien vouloir rendre publiques de telles procédures si elles existent. Il a fait remarquer par ailleurs que ni l'Indonésie ni les Etats-Unis n'ont signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

M. KAN AKATANI, au nom de Free East Timor Japan Coalition, a fait part d'un message communiqué à son groupe par M. Shanana Gusmao, Chef du National Council of Resistance of the Mauberes (CNRM). Dans ce message, M. Gusmao a exprimé le souhait que le Secrétaire général des Nations Unies continue ses efforts pour permettre la réalisation de la visite d'une délégation parlementaire portugaise au Timor oriental. Seule la participation des habitants du Timor oriental à la table de Conférence peut conférer une légitimité internationale aux pourparlers.

M. PEDRO PINTO LEITE, au nom de l'International Platform of Jurists for support of East Timor's right to self determination, a déclaré que l'invasion, l'occupation et l'annexion du Timor oriental par l'Indonésie constituent une violation flagrante du droit international.

Le pétitionnaire a dénoncé en particulier un accord récent conclu entre l'Indonésie et l'Australie sur l'exploitation des ressources dites du "Timor Gap" accord qui, selon lui, bafoue le droit du Timor oriental à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles. Il a estimé que la procédure ralative à cet accord engagé par le Portugal contre l'Australie, devant la Cour internationale de Justice, représente une étape importante vers le rétablissement de la légalité internationale au Timor oriental.

M. Pinto Leite a fait remarquer par ailleurs que le "soi-disant développement" promu par l'Indonésie dans le territoire n'est en fait qu'une manifestation de la propagande de Djakarta pour détourner l'attention internationale des crimes commis par ses forces d'occupation.

M. BRUNO KAHN, universitaire, a fait remarquer que la question du Timor oriental est inscrite à l'ordre du jour de ce Comité pour une double raison. D'une part, le processus de décolonisation entamé en 1974 par le Portugal n'est pas achevé et, d'autre part, l'Indonésie agit au Timor oriental comme une nouvelle puissance coloniale imposant notamment sa langue et exploitant à son profit les ressources naturelles.

(à suivre)

Le pétitionnaire a noté par ailleurs que les Timorais manifestent leur rejet de l'occupation indonésienne par des manifestations répétées en faveur de l'indépendance. Plusieurs manifestants ont été arrêtés; certains ont été torturés, portés disparus. Il a dénoncé la présence militaire massive, le climat général de peur, et souligné la réticence de la population à parler aux étrangers. Les deux principaux partis politiques timorais, FRETILIN et UDT demandent l'indépendance.

Mme MERILL FINDLAY, au nom de l'Australian Council for Overseas Aid, a souhaité savoir pourquoi, en 1991, les Nations Unies ne pouvaient pas organiser sous leur égide des pourparlers sur la question du Timor oriental. Selon la pétitionnaire, la notion d'autodétermination doit être appréhendée dans un sens beaucoup plus large qu'en 1960, lors de l'inscription du Timor oriental sur la liste des territoires non autonomes.

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en Indonésie même pour dire que malgré les millions de dollars qui ont été dépensés pour le développement, la société du Timor oriental demeure une société profondément traumatisée, dominée politiquement, socialement, économiquement et militairement par Djarkarta.

En mars 1990, une équipe de sociologues a publié un rapport intitulé Timor oriental : les effets de l'intégration, a poursuivi Mme Findlay. Publié à la demande de la Banque d'Indonésie et du Conseil de la planification du développement pour la province du Timor oriental, le rapport conclut qu'entre toutes choses, le peuple timorais souffre d'une "overdose" des militaires.

Mme Findlay a fait référence à une interview du chef de la résistance Xanana Gusmao sur l'évolution de la situation politique. M. Gusmao a affirmé que plus de 200 000 personnes ont été tuées du côté timorais, l'Indonésie ayant perdu de 25 à 30 000 militaires dans le même temps.

L'Australian Council for Overseas Aid, qui regroupe 90 ONG spécialisées dans l'assistance extérieure et le développement, a entrepris de parrainer une proposition qui s'appuie sur les idées déjà présentées par Xanana Gusmao, l'Archevêque Bilo, le Gouvernement portugais et des personnalités du Parlement européen, du Congrès américain et de la Diète japonaise. Cette proposition serait simplement un appel en faveur d'une table ronde de discussions, sans conditions préalables sur l'avenir du Timor oriental.

* *** *